

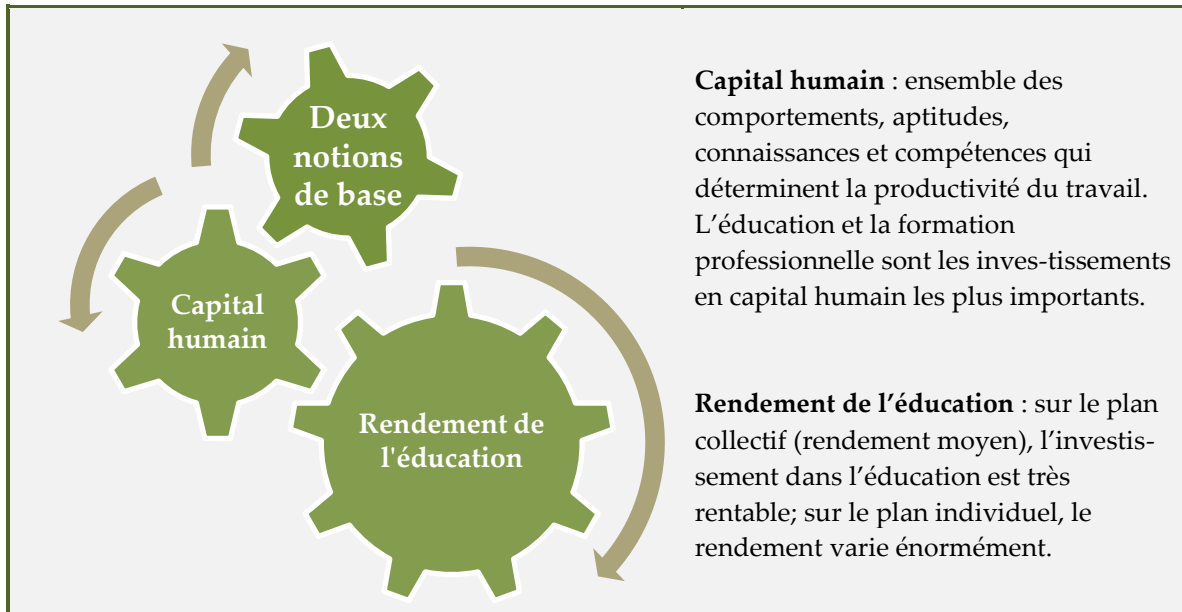


EN UN COUP D'OEIL !

Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur

Capres

L'économie de l'éducation : un champ de recherche en pleine expansion



Deux grandes problématiques

Identifier les déterminants de différents phénomènes

(abandon scolaire, choix de carrière, dynamique des salaires, inégalité des revenus, etc.) : pour comprendre le processus décisionnel des individus en matière d'investissement en capital humain, de même que les nombreux facteurs qui peuvent influencer sur ce processus (niveau microéconomique).

Modéliser le fonctionnement de l'économie

de manière à simuler différents scénarios ou politiques : pour comprendre les impacts de ces choix individuels sur les tendances du marché du travail (niveau macroéconomique). L'investissement en capital humain a un lien étroit avec la croissance économique et, par conséquent, avec la politique économique.

TROIS CONSTATS

Les **comportements individuels** en matière de choix scolaires peuvent varier considérablement selon les préférences des individus et leurs caractéristiques individuelles et socio-économiques.

Les décisions en matière de **choix scolaires** impliquent généralement un choix entre un gain relativement certain aujourd'hui et une espérance de gain dans l'avenir, laquelle dépend à son tour des choix scolaires eux-mêmes.

La **difficulté de prévoir** à l'avance les rendements futurs d'un investissement en capital humain est considérable : l'investissement en capital humain a un caractère aléatoire et risqué.

L'investissement en capital humain : deux grands constats

Des rendements variables

Pour un individu donné, le rendement de l'éducation est souvent relativement faible. Étant donné les conditions du marché du travail et les habiletés individuelles, il peut donc être économiquement rationnel pour certains individus de ne pas poursuivre leurs études. Pour beaucoup d'individus, le rendement a posteriori de l'éducation en termes de salaire s'avère même négatif. Le taux de rendement de l'éducation n'est pas uniforme, mais plutôt une distribution de taux de rendement, qui dépend notamment des caractéristiques individuelles.

Un investissement risqué

L'éducation ne constitue pas un investissement rentable pour tout le monde; elle est également un investissement risqué. Le caractère imprévisible des rendements de l'éducation au moment où les choix individuels sont faits est une caractéristique fondamentale du marché du travail. Cependant, les rendements de l'éducation semblent légèrement plus prévisibles que les salaires associés à de faibles niveaux de scolarité.

Ces deux caractéristiques de l'investissement en capital humain suggèrent que la somme des décisions individuelles puisse mener à un sous-investissement en capital humain du point de vue de l'économie dans son ensemble. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que, dans tous les pays industrialisés, l'État intervienne de façon importante en matière d'éducation.

Des questions pour les décideurs publics

- Dans un contexte où les investissements individuels en éducation présentent des rendements variables et incertains, comment les gouvernements peuvent-ils intervenir pour accroître le niveau d'éducation et les compétences de la population?
- Les économistes s'intéressent d'abord aux questions liées au financement de l'éducation. L'État doit-il subventionner une partie (ou la totalité) des coûts de la scolarité? La question du niveau des frais de scolarité ne fait pas l'objet d'un consensus parmi les économistes de l'éducation.

Quelques conclusions

- Compte tenu du rôle crucial que l'on attribue au capital humain dans la croissance économique, l'intervention de l'État apparaît comme toute nécessaire, voire urgente, pour des États qui, comme le Québec, présentent une feuille de route relativement moins enviable en matière de fréquentation et de réussite scolaires.
- L'intervention gouvernementale pourra certes chercher à faciliter la circulation de l'information sur les rendements espérés des investissements en capital humain (sans compter évidemment les bénéfices non pécuniaires associés à l'éducation).
- Cependant, elle devra aussi s'inscrire dans une perspective globale, en tenant compte notamment des contraintes institutionnelles (système de taxation, régulation du marché du travail, etc.) et de leurs impacts sur les rendements de l'éducation.

Source : Marcelin Joanis. 2002. *L'économie de l'éducation : méthodologies, constats et leçons*. Montréal, CIRANO (Série scientifique 2002s-70). [PDF en accès libre]
<http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2002s-70.pdf>